



**REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE PUBLIQUE
DE LA DECENTRALISATION ET DES AFFAIRES COUTUMIERES ET RELIGIEUSE
DIRECTION GENERALE DE L'ÉTÉ CIVIL, DES MIGRATIONS ET DES REFUGIES
SECRETARIAT PERMANENT DU CADRE DE CONCERTATION SUR LA MIGRATION**

REUNION DU CADRE DE CONCERTATION SUR LA MIGRATION-12 juin 2019

5^{ème} REUNION DU CADRE DE CONCERTATION SUR LA MIGRATION

REUNION TECHNIQUE

**Etat de mise en œuvre des recommandations de la réunion du
Cadre de Concertation sur la migration 2018 et perspectives**

Juin 2019

La réunion technique du Cadre de Concertation sur la Migration (CCM) s'est tenue le mercredi 12 juin 2019, sa 5^{ème} réunion à Niamey. L'ouverture des travaux a été présidée par le Monsieur JEAN ETIENNE Ibrahim, Secrétaire Général Adjoint du Ministère de la Justice et de Madame Sandrine, représentante de la Délégation de l'Union Européenne au Niger en présence des Présidents de Conseils régionaux (Agadez, Tahoua et Zinder), des Maires (Abalak, Agadez et Tchintabaraden), du Secrétaire Général de la HACP, des représentants des institutions de l'Etat, des partenaires au développement et de la société civile.

I. Cérémonie d'ouverture

1.1 Discours d'Ouverture de Monsieur Jean-Etienne Ibrahim, Secrétaire Général Adjoint, du Ministère de la Justice, Président des Rencontres Techniques du Cadre de Concertation sur la Migration

Dans son allocution d'ouverture, M. Jean Etienne Ibrahim, Secrétaire Général Adjoint du Ministère de la Justice a, au nom du **Monsieur le Ministre de la Justice**, vice-président du Cadre de Concertation sur la Migration, remercié très sincèrement tous les participants à la cette réunion technique de la cinquième rencontre du CCM. Il a saisi cette occasion pour rappeler que la législation nigérienne, par l'ordonnance n°2010-86 du 16 décembre 2010 relative à la traite des personnes et la loi n°2015-36 du 26 mai 2015 portant sur le trafic illicite des migrants, constitue un arsenal décisif pour lutter contre la migration irrégulière, la traite des personnes et le trafic illicite de migrants. Il a également souligné que les résultats constatés, à cet effet, sur le terrain montrent une baisse significative des flux dans les régions de transit due à l'application des lois qui criminalisent le trafic illicite des migrants et la traite des personnes.

Il a tenu à informer les participants que lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies en Septembre 2016, le Niger a ses engagements pour une protection conséquente et efficiente des droits des groupes vulnérables, et en particulier les femmes, les enfants et les mineurs. C'est dans le même continuum que notre Gouvernement a élaboré le « Document de la Stratégie Nationale de lutte contre la Migration Irrégulière au Niger » dans un souci de coordination entre les parties prenantes et d'une synergie d'action face aux conséquences néfastes de la migration irrégulière.

1.2 Allocution de Mme PIERLOZ Sandrine, Représentante de la Délégation de l'Union Européenne au Niger

A l'entame de son allocution Mme PIERLOZ Sandrine a rappelé que CCM reste une opportunité de discussions des enjeux techniques et politiques utiles aux suivis des impacts de la migration irrégulière. Par ailleurs, elle a relevé que le contexte peut évoluer sur différents

angles dont les 4 groupes retenus (gestion de la migration irrégulière, économie alternative, protection et gouvernance/coordination).

Ella également rappelé que la situation du Niger a continué à évoluer, de pays transit, le Niger est devenu un pays où des populations s'installent temporairement ou à plus long terme, ce qui nécessite notamment la prise en charge des réfugiés. Aussi est-il du devoir du Niger et de la communauté internationale d'assurer la protection des êtres humains et de leur connaissance des lois.

Mme PIERLOZ a noté que l'appui des PTF dont l'UE via FFU fait montre d'une forte mobilisation des partenaires et une coordination croissante pour accompagner le Gouvernement du Niger dans la maîtrise du phénomène migratoire. Elle a terminé son intervention en réitérant ses remerciements au Gouvernement et aux autres acteurs qui concourent à une meilleure gestion de la migration.

II. Déroulement des travaux

2.1 Présentation de la synthèse des travaux de groupes élaborée lors de l'atelier préparatoire du CCM le 30 mai 2019 (voir tableau P).

Résultats des travaux de la réunion technique

PARTIE 1 : RECOMMANDATIONS D'ORDRE GENERAL 2018, ETAT DE LEUR MISE EN ŒUVRE ET PERSPECTIVES

1. Renforcer le leadership et l'appropriation nationale à tous les niveaux pour ce qui concerne les questions de migration

- Renforcer la législation là où possible/nécessaire pour la mettre en conformité avec les normes internationales et veiller à sa vulgarisation
- Prendre des Dispositions /Accords pour une gouvernance plus efficace de la migration notamment :

Recommandations 2018	Etat de mise en œuvre des recommandations 2018,	Evolution du contexte	Perspectives 2019-2020	Recommandations Stratégiques et Politiques 2019
	<p>Politique Nationale de Migration :</p> <p>- appui PTF/Société Civile au Comité Interministériel chargé de l'élaboration de la Politique (sous-comités thématiques au sein du comité interministériel (1. Migration et Emplois, 2. Migration et Diaspora, 3. Migration et Sécurité, 4. Protection, Asile, Migration Force, 5. Migration Interne, Circulaire et Transit, 6. Migration et</p>	Leadership en cours de renforcement	<p>Mécanismes de coordination impliquant:</p> <p>- les institutions régionales comme la CEDEAO, les organisations internationales (ONU), les autorités nationales et locales (ministères), les réseaux régionaux de la société civile afin d'assurer la coordination des interventions et les Initiatives de complémentarité avec les initiatives régionales et globale: G5 Sahel, Pacte Mondial et la Stratégie</p>	

Recommandations 2018	Etat de mise en œuvre des recommandations 2018,	Evolution du contexte	Perspectives 2019-2020	Recommandations Stratégiques et Politiques 2019
	<i>Gouvernance): Réalisation d'analyse diagnostic et Foras d'échange et d'enrichissement en cours</i>		<i>Nationale de Migration: Elaboration d'un Référentiel et d'un plan d'actions sur la mise en œuvre du Pacte</i>	
			Suivi régulier de la situation des nigériens refoulés d'Algérie	Assurer d'une part l'accompagnement des nigériens refoulés d'Algérie et des rapatriés nigériens de la Libye et d'autre part examiner les dossiers d'éligibilité des soudanais et accélérer le processus d'installation ETM (Mécanisme d'Evacuation et de Transit)
			Suivi régulier de la situation des soudanais et érythréens	
	<i>Stratégie Nationale de Lutte contre la Migration Irrégulière : Poursuite des réflexions sur le transfert des axes stratégiques dans l'avant-projet de la Politique Nationale de Migration en cours d'élaboration.</i>			Assurer la bonne intégration des analyses des axes stratégiques de la Stratégie Nationale de lutte contre la migration irrégulière dans l'avant-projet du document de la Politique Nationale de Migration
<i>L'organisation d'une journée parlementaire sur la migration</i>	<i>Les parlementaires sont sensibilisés sur les questions migratoires</i>	<i>Organisation des journées d'information et de sensibilisation à l'intention des Collectivités territoriales</i>	Capitaliser et prendre en compte les recommandations parlementaires	

Recommandations 2018	Etat de mise en œuvre des recommandations 2018,	Evolution du contexte	Perspectives 2019-2020	Recommandations Stratégiques et Politiques 2019
	<p><i>Poursuite et renforcement du dialogue politique avec les pays d'origine, de transit (lutte contre les trafics et prévention) et de destination (accueil):</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Contribution de l'OIM au dialogue régional via ces bureaux d'Afrique de l'Ouest et du Centre et diverses activités contribuant à renforcer les capacités des autorités, assurer la protection des droits des migrants ; - Réunion des forces de Sécurité Intérieures, des Directeurs des Renseignements Généraux et des Directeurs des Migrations; - Table ronde régionale sur la Coopération Transfrontalière et le renforcement des systèmes de surveillances 		<p>Contribution au dialogue soutenue au sein la CEDEAO, Processus de Rabat, le Pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières</p> <p>Suivi et actions spécifiques (A PRECISER)</p>	<p>Traduire les engagements en actions stratégiques notamment dans le cadre du Processus de Rabat</p> <p>Veillez à une meilleure coordination et synergie entre les structures étatiques nationales et régionales (G5 Sahel) en charge des questions de sécurité et de migration</p>

Recommandations 2018	Etat de mise en œuvre des recommandations 2018,	Evolution du contexte	Perspectives 2019-2020	Recommandations Stratégiques et Politiques 2019
	<i>sanitaires.</i>			
2. Elaboration d'un programme de renforcement de capacités de tous les acteurs de la migration	<i>1. Renforcement des Capacités institutionnelles du SP/CCM Assistance Technique au profit du Ministère de l'Intérieur</i>	1.1 Fonds Fiduciaires UE Appui Secrétariat Permanent /CCM et aux collectivités territoriales ; - GIZ/Progem (25 million) dont ... pour	Analyse des effets des différents appuis techniques et financiers	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le cadre politique et législatif ; - Mobiliser plus de ressources financières faciliter l'accès des dites à l'Etat, aux collectivités territoriales et société civile ;

Recommandations 2018	Etat de mise en œuvre des recommandations 2018,	Evolution du contexte	Perspectives 2019-2020	Recommandations Stratégiques et Politiques 2019
	<p><i>2. Collectivités Territoriales Responsabilité et initiatives accrues des</i></p> <p><i>Cadre de Concertation sur les Migrations</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Commission Consultative Régionale de l'Administration Territoriale (COCORAT)</i> - <i>Comités d'observatoire communautaire (projet FFU GIZ PROGEM)</i> <p><i>Recommandation par le sous-groupe migration et</i></p>	<p>prise en charge de... - OIM/MRRM (7 Million) dont ...pour prise en charge de ... et AT auprès du SP CCM</p> <p>1.2 Appui Budgétaire UE – AT au Ministère de l'Intérieur pour Amélioration Gouvernance du Secteur & Gestion de la Migration au Niger (1,4 Million)</p>		<p>Garantir une dotation financière suffisante des collectivités locales pour renforcer la performance de l'Etat</p> <p>Garantir l'accès des FFU aux collectivités territoriales</p> <p>Contribuer à la Charte sur la Migration adoptée en novembre 2018 par les Collectivités Territoriales Africaines (exercice de leur Rôle et responsabilité)</p> <p>Réaliser une étude socio-économique sur les facteurs d'incitation à la migration</p>

Recommandations 2018	Etat de mise en œuvre des recommandations 2018,	Evolution du contexte	Perspectives 2019-2020	Recommandations Stratégiques et Politiques 2019
	<p><i>développement; Analyse des liens migration – décentralisation par un appui au GERMES (UAM)</i></p> <p><i>Projet FFU GIZ/ProGEM: Appui continue de 20 CT dans les régions Agadez, Tahoua, Zinder (« approche observatoire »); actions de sensibilisation et formations(analyse migration et ses conséquences, migration et genre etc.</i></p> <p><i>Formation: dans le cadre de la mise en œuvre du projet AMIPA, JMED cycle de formation pour les collectivités de Zinder, Maradi et Tillabéri (6 communes) sur la prise en compte de la Migration dans les PDC</i></p> <p>3. Acteurs de la Chaîne pénale :</p>		<p>Vulgarisation continue pour une compréhension accrue des textes législatifs et réglementaires sur la migration ;</p> <p>Suivi de l'application des textes législatifs et réglementaires sur la migration</p>	<p>Réviser la politique nationale de cohésion sociale pour s'assurer que la problématique de la protection des enfants , jeunes et femmes victimes de la migration soit suffisamment prise en compte dans le PDES</p> <p>S'assurer de la prise en compte des questions migratoires dans les plans de développements des collectivités territoriales ;</p> <p>Elaborer une étude d'identification des priorités nationales en termes d'appui psycho- sociologique en lien avec la réinsertion socio-économique des migrants et de la population hôte</p>

Recommandations 2018	Etat de mise en œuvre des recommandations 2018,	Evolution du contexte	Perspectives 2019-2020	Recommandations Stratégiques et Politiques 2019
	<p><i>Formation des juges sur la protection des enfants, la traite et le trafic illicites de migrants</i></p> <p><i>Textes législatifs ou réglementaires révisés dont concernant l'Agence National de Lutte contre la Migration irrégulière et sur le Trafic Illicite des Migrants</i></p> <p><i>Projet Appui Budgétaire UE - AT Ministère de la Justice (1,3 Million EUR) à la réforme du système carcéral, la mise en œuvre de la politique pénale, en particulier pénitentiaire, le renforcement des acteurs juridiques et judiciaires et l'appui aux activités d'assistance juridiques et judiciaires dont le renforcement du système d'AJJ aux détenus :</i></p>		<p><i>Suivi et Evaluation des initiatives</i></p>	

Recommandations 2018	Etat de mise en œuvre des recommandations 2018,	Evolution du contexte	Perspectives 2019-2020	Recommandations Stratégiques et Politiques 2019
	<p>4. Création d'une <i>filière migration dans une université</i> :</p> <p>Formations réalisées sur: GAR, GENRE et Migration,, Textes CEDEAO sur la migration, Protection internationale (autorités locales et partenaires), cohabitation pacifique (populations locales et leaders locaux, autorités locales ; programmes de recherche associant des doctorants sur la migration , organisation d'Ecole d'hiver(GERMES); formation des juges pour mineurs, des agents des brigades pour mineurs sur la protection des enfants en mobilité et en gestion de cas</p> <p>5. Divers Appuis SP/CCM Suisse/DDC: formation en suisse des cadres du MID</p>			

Recommandations 2018	Etat de mise en œuvre des recommandations 2018,	Evolution du contexte	Perspectives 2019-2020	Recommandations Stratégiques et Politiques 2019
	<p>en charge des dossiers migration</p> <p>GIZ/FFU UE ProGEM: Appui technique au SP ; facilitation des échanges avec des représentants des collectivités territoriales</p> <p>GIZ/APM: - SP participation à la cinquième conférence ministérielle Euro-Afrique sur la Migration et le développement « processus de Rabat » (groupe technique). - SP voyage d'échange au Nigeria (CEDEAO). - SP participation à la réunion des fonctionnaires de haut niveau de la valette du 14 au 15 Novembre 2018. - SP participation aux divers cours et modules de formation (CEDEAO, Migration et Genre, les</p>			

Recommandations 2018	Etat de mise en œuvre des recommandations 2018,	Evolution du contexte	Perspectives 2019-2020	Recommandations Stratégiques et Politiques 2019
	droits de migrants etc.).			

PARTIE 2 : RECOMMANDATIONS D'ORDRE SPECIFIQUE 2018, ETAT DE LEUR MISE EN ŒUVRE ET PERSPECTIVES

Section I. Migration irrégulière

Recommandations 2018	Etat de mise en œuvre des recommandations 2018	Evolution du contexte	Perspectives 2019-2020, nouvelles Actions prioritaires à prendre en fonction des nouveaux enjeux (Recommandations Stratégiques et Politiques 2019
Rappel Général	<p>Flux Migratoire</p> <p><i>Projets FFU & Appui Budgétaire UE</i></p> <p><i>-Huit PC Mixtes sont équipés et opérationnels (...Million EUR versé au Trésor de l'Etat)</i></p> <p><i>- La Stratégie Nationale en matière de Migration Irrégulière et son plan d'actions sont adoptés par le gouvernement ((1 Million EUR versé au Trésor de l'Etat)</i></p>	<p>Meilleures capacités de l'Etat dans le maintien de la paix à l'intérieur de ses frontières</p> <p>Meilleure coordination et synergie entre les différents FDS</p>	Etude de faisabilité d'une base de données globale	<p>Garantir un dialogue soutenue sur les vecteurs démographiques et socio-économique de la migration irrégulière, et les solutions à prendre dont pour les jeunes et les femmes</p> <p>Accelerer le processus d'adoption de la politique nationale de gestion des frontières</p>

	<p>- ANLTP/TIM: Existence opérationnelle de trois antenne régionales de l'ANLTP, dont une à Agadez et deux autres régions prioritaires Ratio du personnel stable de l'ANLTP supérieur à 50% (1 Million EUR versé au Trasoir de l'Etat)</p> <p>- Contrôle des Frontière: Mise en place de 4 unités spécialisée des Frontières Mise en place de 8 nouveaux postes frontaliers et leur interconnexion</p>	Prise des arretes de création de 4 unités		Recommande une cartographie des activités de l'ANLTP
1. Etablir un plan de développement des postes de police frontaliers (Rénovation de l'existant, construction, équipement) assorti d'un calendrier et prenant en compte les postes juxtaposés, dans le cadre du plan d'action de la SNSI ;	<p><i>Le renforcement des capacités des 32 postes de police frontalier pour renforcer le maillage territorial</i></p> <p><i>1 Appui de la mission EUCAP Sahel Niger à la DST pour le renforcement du poste police frontalier AYOROU YASSANE , frontière avec le Mali ; choisi par le DST</i></p> <p><i>Postes frontaliers fonctionnels frontière Burkina Faso(makalondi) et Bénin (malanville)</i></p>		<p>Prendre des mesures nécessaires pour faire face à d'éventuelles vagues des déplacements</p> <p>Appui du HCR et CIAUD Canada à 9 postes de police frontaliers</p> <p>Renforcement des capacités des agents de poste de police frontalier</p>	Renforcer la capacité de couverture de la police le long des frontières
2. Etablir ou renforcer le plan de gestion des ressources humaines des forces de sécurités déployées sur les postes frontières, tenant	<p><i>Diverses Formation aux agents de l'Etat</i></p> <p><i>1. Formation des agents aéroports et sur la gestion d'un PPF plus de 1</i></p>		Identifier un plan de gestion des ressources pour consolider le processus contribue	Augmenter le nombre de CMCF et des postes fixes

<p>compte des besoins en formation induits par cette affectation (Droits humains et Genre, règles communautaires,)</p>	<p>800</p> <p>2. <i>audit sur les RH et autres formations techniques et scientifiques</i></p> <p>3. <i>Formation de FDS sur le respect des droits des migrants</i></p> <p>4. <i>Formation des policiers de la CMCF</i></p> <p>5. <i>Formation des dix magistrats sur le trafic illicite de migrants et la traite des personnes</i></p>		<p>Suivi et Evaluation</p>	
<p>3. Poursuivre les efforts visant à garantir un meilleur contrôle des espaces désertiques ;</p>	<p>1. <i>Création d'une CMCF</i></p> <p>2. <i>Mise à disposition d'un poste frontière mobile à la DST pour déploiement dans Nord du pays</i></p> <p>3. <i>FFU UE- FIIAPP:- Création d'une Equipe Conjointe d'Investigation (ECI) pour la lutte contre les réseaux criminels liés à l'immigration irrégulière, la traite des êtres humains et le trafic des migrants 6 Million EUR</i></p>	<p>250 policiers à Konni équipés et formés</p>	<p><i>Evaluer les nouveaux besoins selon les nouveaux enjeux liés aux flux migratoires Nord-Sud ;</i></p> <p><i>Mobilisation des ressources matérielles, financières et formation</i></p> <p><i>Projet Appui Budgétaire UE (90 million EUR) : Appui à la Justice, Sécurité Intérieure et à la Gestion des Frontières au Niger (avant - Contrat relatif à la Reconstruction de l'Etat au Niger en complément du SBC II en préparation)</i></p>	<p><i>Renforcer le maillage territorial en postes de polices frontaliers</i></p>
<p>4. Assurer le suivi et le renforcement de la formation des magistrats en charge</p>	<p>1. <i>Séminaires de formation de magistrats spécialisés</i></p>	<p>Meilleures gestions des dossiers grâce à la mise en place de 10 nouveaux</p>	<p><i>Poursuite des formations,</i></p> <p><i>Suivi et Evaluation des</i></p>	

<p>d'instruire les dossiers liés à la traite des êtres humains et le trafic illicite des migrants</p>	<p>2. <i>Formation des agents de l'ANLTP/Tim, des juges et des forces de l'ordre sur la Traite humaine</i></p> <p>3. <i>Formation des dix magistrats sur le trafic illicite de migrants et la traite des personnes</i></p> <p>4. <i>Création à Niamey d'un poste d'assistance de la juge des mineurs</i></p>	<p>tribunaux de Grandes Instance et de l'ECI dotés de matériels suffisant (distribution de 3000 codes pénaux)</p>	<p><i>formations</i></p>	
<p>5. Rationnaliser et mettre en synergie les outils de gestion et d'information sur les données migratoires, sous l'égide du Ministère de l'Intérieur.</p>	<p>1. <i>Proposition de bases données et cartographie Système de collection et diffusion de données(réflexion en cours)</i></p> <p>2. <i>Complémentarité Midas et inter collection avec Pisces US (AT UE appui Budgétaire)</i></p> <p>3. <i>Plateforme de suivi de flux Migratoire (sous 3. groupe migration sécurité)</i></p>	<p>Evolution du flux migratoire 2018 (avec pic en mars -avril en raison de l'amélioration des conditions climatique):</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 844 661 personnes sont entrées au Niger, 1 654 101 sont sorties du territoire, pour les Etrangers (non Nigériens) • 1 079 789 entrées, 915 085 sorties. 60 % concernent des mouvements des communautés frontalières. 	<p><i>Reprise projet Etude de faisabilité d'une base de données globale</i></p> <p><i>Réunir les conditions nécessaires pour rendre opérationnelle la base de données globale sur la migration</i></p>	<p>;</p> <p>Elaborer une étude de faisabilité d'une base de données globale sur la migration</p> <p>Informatisation du système d'état civil</p>

		<ul style="list-style-type: none"> • 15896 personnes ont été refoulées vers le Niger, dont 6705 Nigériens et 9191 étrangers • 5194 personnes refoulées par le Niger et 4819 reconduites aux frontières. • 7 vols charters ont été organisés depuis la Libye pour ramener 2661 Nigériens de Libye (vols affrétés par l'OIM). • 442 personnes secourues dans le désert. 		
	<i>Renforcement de la gestion durable par les collectivités territoriales des conséquences des flux migratoires 28 Million EUR ; Projet FFU UE –GIZ/ProGEM -</i>			

Section 2 : Protection

Recommandations 2018	Etat de mise en œuvre des 30 mai 2019	Evolution (chiffrée) du contexte	Perspectives 2019-2020, nouvelles Actions prioritaires à prendre en fonction des nouveaux enjeux	Recommandations Stratégiques et Politiques 2019)
Général	<i>En introduction de cet axe présentation de l'évolution des tendances par le HCR et OIM</i>	<p>Projet FFU UE-OIM Mécanisme de Réponse et de Ressources pour les Migrants (MRRM II (7 Million EUR) entre 5 août 2016 et 31 décembre 2018 (y compris du projet SURENI):</p> <ul style="list-style-type: none"> • 32766 migrants assistés dans les 6 centres de transit d'Arlit, Dirkou, Agadez et Niamey • 4076 cas vulnérables ayant besoin d'un suivi de protection • 13257 documents de voyages demandés par l'OIM aux services consulaires pour les migrants • 198491 migrants ayant reçu une consultation sur la migration sûre par les mobilisateurs communautaires • 13063 migrants en détresse ayant été secourus d'urgence dans la région d'Agadez • 23711 migrants assistés au retour volontaire vers pays d'origine • 3115 retours de Libye vers le Niger 	<i>Nouvelles orientations, nouveaux projets FFU</i>	

Recommandations 2018	Etat de mise en œuvre des 30 mai 2019	Evolution (chiffrée) du contexte	Perspectives 2019-2020, nouvelles Actions prioritaires à prendre en fonction des nouveaux enjeux	Recommandations Stratégiques et Politiques 2019)
		<ul style="list-style-type: none"> • 20 microprojets communautaires au Cameroun, Guinée Bissau, Guinée Conakry, Mali et Sénégal ont été complétés pour 5300 bénéficiaires • Gouvernance - accords et partenariats avec: ANLTP, DST, UNHCR, CCM, MPFPE, DCPG, UNICEF, Juge des mineurs, INS 		
<p>1. Améliorer le dialogue politique avec tous les pays concernés en particulier pour ce qui concerne les enfants non accompagnés (ENA) – (échanges d’informations, établissement des documents de voyage etc.) ;</p>	<p>1. <i>Accord tripartite pour faciliter le rapatriement volontaire (Mali-Niger-UNHCR)</i></p> <p>2. <i>Réunions consulaires avec l'OIM</i></p> <p>3. <i>Processus continu de dialogue pour encourager les Etats à respecter la Convention des Droits de l'Enfant - CDE</i></p> <p>4. <i>Projet FFU UE-UNHCR:</i> <i>- Renforcement de la protection, de l'assistance vitale et des solutions, y compris la réintégration, pour les personnes ayant des besoins de protection internationale pris dans les flux</i></p>	<p><i>La création d'un centre de prévention de promotion et de protection à Kantché</i></p> <p><i>L'élaboration d'un plan de communication sur la prévention des migrations à risque sur les enfants de Kantché</i></p> <p><i>Le recrutement des travailleurs sociaux par rapport à la question des enfants en mobilité ;</i></p>	<p><i>Améliorer les conditions d'accueil des refoulés et expulsés de l'Algérie ;</i></p> <p>Renforcer les capacités des travailleurs sociaux sur les questions de migrations</p>	<p>Assurer le respect du droit humanitaire et des droits</p>

Recommandations 2018	Etat de mise en œuvre des 30 mai 2019	Evolution (chiffrée) du contexte	Perspectives 2019-2020, nouvelles Actions prioritaires à prendre en fonction des nouveaux enjeux	Recommandations Stratégiques et Politiques 2019)
	<p><i>migratoires mixtes en Libye et en Afrique de l'Ouest, au Cameroun, Burkina Faso, Tchad et Niger. Le projet vise à améliorer la gestion des migrations en Afrique de l'Ouest par le renforcement de la protection d'urgence pour les migrants et l'offre de solutions alternatives significatives aux voyages dangereux entrepris par la mer Méditerranée centrale</i></p>			
<p>2. Analyser avec l'ANLTP/TIM les capacités d'identification et d'accueil des victimes de traite et de trafics dont les enfants non accompagnés;</p>	<p>1. <i>Guide d'identification des victimes de traite élaboré</i></p> <p>2. <i>Soutient de l'OIM à la CNLTP/TIM dans le cadre de l'élaboration du Plan National d'action contre la Traite Humaine (2019-2023) et appuie le Gouvernement du Niger dans l'élaboration d'un mécanisme de référencement national pour les victimes de traite;</i></p> <p>3. <i>appui à la Collectes des données judiciaires et policières se rapportant aux auteurs et victimes de traite humaine et</i></p>			<p>Assurer un suivi chiffré et régulier des appuis de l'ANLTP</p>

Recommandations 2018	Etat de mise en œuvre des 30 mai 2019	Evolution (chiffrée) du contexte	Perspectives 2019-2020, nouvelles Actions prioritaires à prendre en fonction des nouveaux enjeux	Recommandations Stratégiques et Politiques (2019)
	<p><i>trafic illicite de migrant.;</i></p> <p>4. appui à la production d'une étude Bilan de la Loi 2010/36; production d'une étude sur la situation des femmes migrantes originaires de Dirkou</p> <p>5. Mise en œuvre du Projet UE "Global Action to Prevent and Address Trafficking in Human Beings & Smuggling of Migrants" financé par ONUDC;</p> <p>6. Accompagnement de la commission nationale de coordination de la lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite de Migrants pour l'élaboration d'un plan d'action national sur le trafic illicite de migrants dont focus sur la protection des enfants 11 Million EUR/10 contribution : 2019</p> <p>7. Construction de bâtiment devant abriter le centre d'accueil de Zinder projet d'AB sur l'opérationnalité de 3 autres centres: Agadez, Niamey,</p>			

Recommandations 2018	Etat de mise en œuvre des 30 mai 2019	Evolution (chiffrée) du contexte	Perspectives 2019-2020, nouvelles Actions prioritaires à prendre en fonction des nouveaux enjeux	Recommandations Stratégiques et Politiques 2019)
	<p>Tahoua</p> <p>8. Elaboration du Projet de décret portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes de traite en instance d'adoption</p> <p>7. <i>Appui Budgétaire SRBC à l'ANLT/TIM en cours</i></p>			
<p>3. Mettre en place un programme spécifique de protection d'investigation et d'appui aux personnes vulnérables</p>	<p>1. Plan de communication élaboré par le MPF/PE avec des messages clés pour les acteurs des services de protection à utiliser envers les populations</p> <p>2. Diagnostique situationnel dans le domaine de la migration (MPFPE et UNICEF)</p> <p>3. Mise en œuvre du projet enfants en mobilité (UNICEF)</p> <p>4. Enregistrement des enfants non accompagnés ou séparés</p> <p>5. Mise en place d'un groupe d'experts pour analyse approfondie des dossiers des demandeurs d'asile soudanais basés à Agadez</p>			

Recommandations 2018	Etat de mise en œuvre des 30 mai 2019	Evolution (chiffrée) du contexte	Perspectives 2019-2020, nouvelles Actions prioritaires à prendre en fonction des nouveaux enjeux	Recommandations Stratégiques et Politiques 2019)
	<i>6. Travail collectif existant autour des programmes nationaux de santé et de santé mentale</i>			
4. Assurer le suivi régulier du programme ETM opéré par UNHCR, et de poursuivre le plaidoyer auprès des pays de destination.	<p><i>1. Gestion des flux</i></p> <p><i>2. Diverses missions au Niger et à l'extérieur dans le cadre du plaidoyer pour la réinstallation, Construction d'un centre d'accueil des évacués (ETM) de la Libye à Niamey</i></p> <p><i>3. Travail collectif existant autour des programmes nationaux de santé et de santé mentale</i></p> <p><i>5. Création de dispositifs d'accueil a Hamdallaye et Agadez.</i></p>	2 782 personnes évacuées de la Libye à Niamey dont 1 365 réinstallés dans les pays tiers et restent 1432 au Niger		Construire le centre de Hamdallaye en matériau définitif
	<i>Création du groupe de réflexion sur la gestion des dépouilles mortelles</i>			Mettre en place un dispositif national de gestion des dépouilles mortelles Révision législative ou réglementaire limitant la pression sur les ressources naturelles et la dégradation du cadre de vie

Section 3 : Economie alternative

Recommandations 2018	Etat de mise en œuvre des recommandations 2018,	Evolution (chiffrée) du contexte	Perspectives 2019-2020,	Recommandations Stratégiques et Politiques 2019
Général	<i>Introduction par DUE – ECG: Evolution tendances</i>			
1. Capitaliser les expériences et les dynamiques en cours (entre autre PAIERA, simplification des procédures de mise en œuvre des projets d'appuis, assurer un meilleur ciblage des besoins et des opportunités et potentialités)	<ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Rencontre régionale des Ministres du travail sur la coopération en matière de gestion de la migration de travail</i> 2. <i>Groupe technique sur la migration mis en place et opérationnel à Niamey, Agadez et Zinder</i> 3. <i>Rapport bilan 2017 Migration disponible</i> 4. <i>Les rencontres intra et inter-régions des observatoires de la migration</i> 5. <i>Coordination et complémentarité renforcée entre les projets et acteurs EU/FFU dans le secteur</i> 6. <i>Le forum d'Agadez sur le Développement Economique Local et Migration (DELM)</i> 7. <i>Etude sur l'impact économique de la migration</i> 8. <i>Formation professionnelle</i> 	<ul style="list-style-type: none"> • Activités de revitalisation de l'économie locale dans les 4 communes du Kowar par injection dans 400 ménages du kowar et 200 à Arlit. <p>En particulier, 30 activités de sensibilisation et de renforcement de dialogue entre dans le Kowar, Agadez et Arlit.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de l'accès des communautés sur les routes migratoires aux infrastructures de base comme l'eau la santé et l'éducation avec 6 puits, 2 forages, réparation d'ambulance, remise de camions, de d'équipements médicaux et informatiques, Centre de santé et de clôtures et toilettes d'écoles du Kowar de dépotoirs d'ordures réhabilités, • 40 jeunes formés en 	<p><i>Actualisation des études sur les alternatives économiques</i></p> <p><i>Identification de Nouveaux projets d'appuis aux initiatives individuelles contribuant à une coordination régionale plus efficace</i></p> <p><i>Organisation/capitalisation de l'outil observatoire par rapport à l'analyse et la programmation liées aux problématiques de promotion de l'économie locale et appuyer sa mise à l'échelle (qui ?)</i></p> <p><i>Mettre l'accent sur le développement économique régional et local / développer</i></p>	<p><i>Elaborer une étude sur les alternatives économiques à la migration prenant en compte la durabilité des actions</i></p> <p><i>Promouvoir des GIE et des Coopératives ainsi que des initiatives individuelles visant la réinsertion socio-économique des personnes en mobilité</i></p>

	<p><i>des jeunes sur les métiers locaux en cours à Zinder</i></p> <p>9. <i>Soutien de l'OIM au projet d'entrepreneurs nigériens à Niamey, Tahoua et Zinder dans le cadre du projet IDEE(Initiative de Développement de l' Entreprise)</i></p> <p>10. <i>Valorisation des déchets/commercialisation du compost...Appui aux MPME à Abalak, Tahoua et Agadez pour réintégration de retournés ;</i></p> <p>11. <i>Production aliment-bétail à Zinder ;</i></p> <p>12. <i>Mise en place de la COCORAT à Agadez.</i></p>	<p>carrelage et 30 femmes en teinture batik a Agadez, que des cours d'alphabétisation pour 40 femmes soient dispensés à Arlit.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Exploitation agricole renforcée grâce à la récupération de 200 hectares de terres, 30 hectares de terres avec titres fonciers ayant été attribués à 30 bénéficiaires directs de maraicher à Ourey/Agadez.</i> 	<p><i>les filières porteuses</i></p> <p><i>Organiser un forum régional sur la promotion de l'économie local et les alternatives à la migration à Zinder</i></p> <p><i>Mise en place par l'OIM par les formations professionnalisantes (ANPE, Ministère de l'entreprenariat des jeunes)</i></p>	
<p>2. Mettre en place des mécanismes de référencement, notamment de l'OIM vers les projets de développement économique du Fonds Fiduciaire d'Urgence, facilitant ainsi la réintégration des retournés nigériens</p>	<p>1. <i>Réalisation d'une cartographie des potentiels acteurs pour le mécanisme de référencements</i></p> <p>2. <i>Projet de référencement des retournés nigériens</i></p> <p>3. <i>Projet Luxdev/OIM/Fond D'appui à la formation professionnelle et l'apprentissage (FAFPA)</i></p> <p>4. <i>Projet via programme UE AMIPA /Mercy Corp</i></p> <p>5. <i>Mise en place d'un cadre de concertation régional sur la</i></p>		<p><i>Mise en place, opérationnalisation et suivi du mécanisme de référencement entre OIM et SNV/Enabel/AICS ;</i></p> <p><i>Délais de mise à disposition des fonds pour la réintégration qui sont long</i></p> <p><i>Réduction de la durée de mise à disposition des fonds pour la réintégration</i></p>	<p><i>Prendre en compte les personnes en mouvement dans le plan d'action de la politique nationale de l'emploi (PNE)</i></p>

	<i>formation professionnelle, emploi et insertion professionnelle des jeunes à Agadez, Tahoua et Zinder</i>			
3. Redynamiser la fonctionnalité des cadres de concertation régionaux;	<ol style="list-style-type: none"> 1. Tenue des rencontres périodiques des CRC 2. Organisations des fora et inscription des thématiques liées à la migration lors des sessions de conseils régionaux et communaux 3. Inscription des lignes budgétaires dans les budgets des collectivités pour les financements des activités liées à la migration 4. Tenue des rencontres des GTM à Agadez, Zinder 		<p><i>Rationalisation de l'ensemble des cadres de concertation et les fédérés autour par exemple de la COCORAT et du cadre de concertation inter-collectivités.</i></p> <p><i>Programmé la contribution financière de l'Etat au fonctionnement des COCORAT</i></p>	<p><i>Alignement et limitation des cadres de concertation au Niveau régional conformément aux textes régissant la décentralisation</i></p> <p>Prendre en complète fonctionnement des COCORAT dans le budget de l'ETAT et des collectivités territoriales.</p>
4. Renforcer l'alignement des appuis sur les planifications locales et régionales ;	<ol style="list-style-type: none"> 1. Evaluation à mi-parcours des PDR en cours 2. Révision des PDC en cours 3. Détermination des pôles régionaux de développement 4. Etude finalisée dans neuf (9) communes sur le niveau de prise en compte de la migration dans les PDC 5. Elaboration de mesures concrètes / fiches de projets à travers les observatoires par plusieurs collectivités d'Agadez, Tahoua et Zinder 		<i>Evaluations des PDC et des PDR</i>	<i>Renforcer les capacités des CT dans la mise en œuvre des PDC et PDR</i>
5. Mettre en place des programmes de stabilisation et de cohésion communautaire	1. Mise en œuvre des Programmes de stabilisation communautaire CRS, ProMediation, Stratégie de	Plus de 200 Million EUR engagés dans des initiatives offrant des alternatives	<i>Renforcement de plaidoyer pour la promotion des projets des collectivités intégrant les</i>	<i>Elaborer des programmes de prévention de conflits communautaire et de stabilisation</i>

	<p><i>Développement e de Sécurité Sahélo Saharienne - SDS</i> <i>2 Mise en œuvre de PAIERA</i></p> <p>3. Divers projets ; <u>Projet FFU UE :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Création d'emplois et d'opportunités économiques à travers une gestion durable de l'environnement dans les zones de transit et départ au Niger (30 Million EUR, Agadez, Tahoua, Zinder)</i> - <i>Formation et insertion professionnelle des jeunes filles et garçons des régions d'Agadez et Zinder en vue de contribuer au développement socioéconomique de ces deux régions (6,9 million EUR)</i> <p>- <u>Pôles ruraux:</u> <i>Appui aux filières agricoles dans les régions de Tahoua et Agadez (37 Million EUR)</i></p> <p>- <u>Jeunes:</u> <i>Formation et insertion professionnelle des jeunes filles et garçons des régions d'Agadez et Zinder en vue de contribuer au développement socioéconomique de ces deux régions (6,9 Million EUR).</i></p> <p><i>Bilan:</i></p>	<p>économiques dans la sous-région.</p> <p>Plus de 156 Million EUR engagés au Niger</p>	<p><i>questions migratoires auprès des PTF et de l'Etat</i></p>	
--	---	---	---	--

	<ul style="list-style-type: none"> • 1995 jeunes formés à Zinder et Agadez; 50% des jeunes insérés dans les ateliers; 50% ont créés des coopératives • participation accrue des filles (38,6 %) (dépassant la cible de 35 % fixée en 2018). • Préparation deuxième phase PAIERA; les rencontres périodiques entre les partenaires à Agadez (EU/FFU, GIZ.....) 			
--	---	--	--	--

Section 4 : Gouvernance et coordination

Recommandations 2018	Etat de mise en œuvre des recommandations 2018	Evolution (chiffrée) du contexte	Perspectives 2019-2020, nouvelles Actions prioritaires à prendre en fonction des nouveaux enjeux	Recommandations Stratégiques et Politiques 2019
1. Revoir la composition du CCM pour ajouter les autres ministères concernés et qui ne sont pas membres	<i>Projets de textes élaborés sur le CCM et le SP/CCM</i>		<i>En préparation</i>	Elaborer un projet d'appui institutionnel pour le renforcement des capacités du CCM

2. Renforcer le SP/CCM en ressources humaines qualifiées;	<p>1. <i>Mise en disposition d'un assistant technique pour la gestion de l'information par l'OIM (DANIDA)(fin de mandat)</i></p> <p>2. <i>Mise en disposition d'un expert en migration par l'UE (Appui budgétaire)(fin de mandat)</i></p>		<p><i>Dotation du SP/CCM en personnels qualifiés;</i></p> <p><i>Renforcement des capacités du personnel du SP/CCM et les membres du CCM</i></p>	Doter le SP/CCM d'un siège et des ressources nécessaires à l'exercice de ses fonctions
3. Mettre en place un tableau de suivi (tableau de bord), outil de pilotage permettant le suivi de la mise en œuvre des différentes recommandations;	<i>Existence d'une matrice de suivi des recommandations du CCM</i>		<i>Mise à jour régulière de la matrice</i>	<i>Elaborer la matrice de suivi des recommandations et directives de la sixième session du CCM</i>
4. Etudier la mise en place d'une plate-forme d'informations publiques relative à la Migration, permettant une meilleure diffusion de l'information, sur l'ensemble des volets du dossier (rapport à produire lors du prochain CCM).	(Cf., base de données, section migration irrégulière)			<p><i>Production régulière du bilan annuel sur la migration</i></p> <p><i>Etablir une meilleure coordination avec les autres cadres de concertation</i></p>

2.2 Discussion/Echanges

Les débats se sont déroulés en plénière suite à la présentation des résultats des travaux de groupes.

2.2.1 Par rapport aux recommandations d'ordre général, les préoccupations soulevées par les participants sont centrées sur les refoulés de l'Algérie, le renforcement des collectivités territoriales en planification locale, la chaîne pénale et la filière migration dont les modules sont en élaboration à l'université de Tahoua. Sur ces points, le Directeur Général chargé des Migration et le SP/CCM ont apporté des éclaircissements précis.

2.2.2 Par rapport aux recommandations d'ordre spécifique

☞ *Dans le domaine de la migration irrégulière*, il s'agit de l'appui à l'installation de 9 postes de police frontaliers (HCR), du renforcement de la présence de l'Etat au niveau des zones frontières, de l'amélioration de la coordination et de la synergie des interventions des FDS, de la systématisation du suivi des interventions des différents acteurs et de l'accélération du mécanisme d'installation des évacués de la Libye.

☞ *Dans le domaine de la protection*, les participants ont proposé de faciliter l'accès à la justice pour les déplacés victimes des abus et autres exactions, de renforcer d'accélérer l'appui de l'UNICEF pour la création d'un centre de prévention, de promotion des refoulés de l'Algérie (femmes et enfants) à Kantché et renforcer la coopération avec l'Algérie en matière de protection sociale et des droits de personnes en situation de refoulement vers le Niger.

☞ *En matière de l'économie alternative*, les suggestions relevées ont porté la prise en compte des spécificités socio-économiques des collectivités territoriales concernées par les questions migratoires, et des particularités des cadres de concertation au niveau régional, l'intégration des cadres de concertation dans les COCORAT, la promotion des Initiatives pour le Développement de l'Entreprise et enfin la facilitation de l'accès au FFU aux collectivités territoriales.

☞ *En matière de gouvernance et coordination*, deux (2) recommandations ont été formulées. La première est relative à l'accélération du processus d'élaboration des textes sur le CCM et la seconde porte sur l'élaboration de l'étude de faisabilité de la base des données sur la migration

Sur Chacune des thématiques, les présidents et les rapporteurs de groupes de travail ont donné, chacun en ce qui se concerne, des explications précises sur les enrichissements et les raisons ayant conduit à la formulation des suggestions et des recommandations faites par leur groupe respectif.

2.3 Synthèse et mot de clôture

Tirant la synthèse des travaux, M. MALANGONI Ibrahim a remercié tous les participants pour la qualité du travail réalisé en si peu de temps. Il a ensuite rappelé les objectifs de la présente rencontre qui est organisée en prélude à la réunion politique du CCM, présidée par SEM Bazoum MOHAMED

Ministre d'Etat, de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses.

Par rapport aux résultats obtenus, il s'est dit satisfait des synthèses présentées par chacun des groupes de travail. Il s'est particulièrement appesanti sur les remarques et les enrichissements apportés par rapport aux avancées, les actions à programmer en perspectives et surtout les nouvelles recommandations formulées pour la réunion politique CCM au titre du 6^{ème} CCM (en 2020).

Dans son mot de clôture le Directeur Général chargé de la migration a réitéré ses sincères remerciements à tous les participants ; aussi bien ceux venus de l'intérieur que ceux de Niamey pour leur contribution de qualité à l'élaboration des documents techniques qui seront soumis à l'attention de membres du CCM (politiques). Il a enfin remercié tous les partenaires au développement qui ont appuyé le gouvernement dans l'organisation des présentes assises.

Annexe N°1 : Programme de la 5^{ème} réunion du Cadre de Concertation sur la Migration

REUNION TECHNIQUE		
08H30-09H00	Accueil et enregistrement des participants	SP/CCM DUE
OUVERTURE		
09h00-9h15	Mots d'introduction	Chef de file des PTF Secrétaire Général Adjoint du Ministère de la Justice
09h15-11h00	Consolidation des travaux des groupes thématiques	Rapporteurs
11h00-11h15	Pause-café	
11h15-11h45	Discussion	Modérateur
11h45-13h00	Synthèse des travaux	DG/EC/M/R
REUNION POLITIQUE		
15h00-15h30	Installation des autorités	SP/CCM DUE
15h30-15h50	Discours	Ambassadeur, Chef de la Délégation de l'Union Européenne au Niger Ministre d'Etat, Ministre en charge de l'Intérieur
15h50-16h00	Introduction	Modérateur
16h00-16h30	Présentation de la synthèse et des recommandations	Directeur Général de l'Etat Civil, des Migrations et des Réfugiés
16h30-17h00	Discussion	Modérateur
17h00-17h15	Synthèse	
17h15-17h30	Mots de conclusion	Ambassadeur, Chef de la Délégation de l'Union Européenne au Niger
	Discours de clôture	Ministre d'Etat, Ministre en charge de l'Intérieur

5^{ème} REUNION DU CADRE DE CONCERTATION SUR LA MIGRATION
Espace Soleil d'Afrique, Niamey, le 12 juin 2019

LISTE DE PRESENCE REUNION TECHNIQUE

N°	Nom et prénoms	Structure	Téléphone	E.mail
<u>1</u>	Celestion THIOMBIANO	OND	96 99 05 07	celestion.thiombiano@undp.org
<u>2</u>	Moumouni DJIDA	MPF/PE	96 96 51 08	mdjida@gmail.com
<u>3</u>	Lambert Laura	LASDEL	92 99 35 40	lambert@eth.mpg.de
<u>4</u>	Mme Nana Hadiza OUSMANE	CJAUD	99 27 80 80	arinah@yahoo.fr
<u>5</u>	TETAUD antoine	Ambassade de France	94 28 01 13	antouanetetaud@hatmail.com
<u>6</u>	SEINI Abdou	GIZ/Progem	95 26 25 60	seini.salhatou@giz.de
<u>7</u>	HENDRICK Dean	ESN	92 19 94 77	
<u>8</u>	RASSY Sébastien	ESN	90 19 33 39	sebastien.rassy@eucap.sahel.eu
<u>9</u>	Christophe LAURE	DEL	90 44 94 89	Christophe.laure@eucap.sahel.eu
<u>10</u>	Delphine LAUORE	Ambassade de France	92 44 71 98	delphine.laure@diplomatie.goug.fr
<u>11</u>	MOUTARI Ousmane	PCR Zinder	99 83 63 10	conseilrgionalzinder@yahoo.fr
<u>12</u>	DAN ELHAJIAbdou	DM	96 49 06 82	adanelhadji@gmail.com
<u>13</u>	Haroukou IBRO	DSI	96 31 23 80	haroukou@yahoo.fr
<u>14</u>	BAKOYE Ibrahim	CRS	95 89 56 63	Ibrahim.bokoye@crs.org
<u>15</u>	Léo LEFEVRE	CRS		leo.lefevre@crs.org
<u>16</u>	AMADOU Idé	Min.emploi	96 54 81 71	amadouide76@gmail.com
<u>17</u>	Alhousseini HAMODI	CU Tchintabaraden	96 43 26 62	alhousseinihamodi@yahoo.fr
<u>18</u>	Antako Rousmane	CU Abalak	96 59 59 69	antako.rousmane@gmail.com
<u>19</u>	Emma Parenteau	Sector Fondation	93 99 93 40	emma.P@sector.org
<u>20</u>	SEYDOU AMADOUOumarou	Bureau Diplo.Pays Bas	96 34 82 70	alif64@yahoo.com
<u>21</u>	GARBA Mahaman L	GIZ/APM	84 72 73 12	Mahaman.garba@giz.de
<u>22</u>	Jettinges G Barbara	GIZ/APM	91 22 18 64	georgiababara.gettinger@giz.de
<u>23</u>	Mahamadou YATTARA	CIAUD	92 56 77 08	myattara@ciaud.ca
<u>24</u>	IBRAHIM MAMANE M.Sani	CIAUD	96 15 71 72	
<u>25</u>	JEAN ETIENNE Ibrahim	SGA/MJ	96 43 75 42	yahoo.fr
<u>26</u>	BIZO Ibrahim	CEDEAO	96 17 03 05	bizorahim@hotmail.com
<u>27</u>	ISSA MAMAIZE Adamou	DGAJ/MJ	96 54 94 39	adamoujuge@gmail.com
<u>28</u>	Livia MAZIENTE	OIM/MRRM	80 06 66 14	lmaziente@iom.int

<u>29</u>	Christina HERMARGOH	OIM/MRRM	80 06 65 58	christinahermargoh@iom.int
<u>30</u>	Claire GAULIN	OIM/MRRM	80 06 65 38	cgaulin@iom.int
<u>31</u>	Sophie HOFFMANN	OIM/IBM	80 06 83 43	shoffmann@iom.int
<u>32</u>	Ibrahim BOUKARY ABDOU	HACP	91 96 62 73	ibrahimboukarga@yahoo.org
<u>33</u>	Vanessa WILLEMS	IRC	80 70 00 32	Vanessa.willens@rescue.org
<u>34</u>	Idé SDOUMANA	BIT	96 82 95 67	ides@ilo.org
<u>35</u>	ABAKAGA Guirguir	ONG Karkara	90 00 63 55	coordkarkara@yahoo.fr
<u>36</u>	MANOU NABARA Hamidou	IMED	96 70 50 55	hamidounabarza@yahoo.fr
<u>37</u>	AHMED Zaina	Cab/PM	96 97 88 86	zainaahmed@yahoo.fr
<u>38</u>	<u>BACHIROU Ayouba</u>	<u>HCR</u>	<u>92 18 58 75</u>	<u>ayoubati@undp.org</u>
<u>39</u>	<u>Antoine IBRAHIM</u>	<u>MAE/C</u>	<u>96 28 96 40</u>	<u>nflmanzo@yahoo.fr</u>
<u>40</u>	<u>OUMAROU Amadou</u>	<u>PRN</u>	<u>96 96 57 61</u>	<u>omar_ne@yahoo.fr</u>
<u>41</u>	<u>MAMAN MIJINYAWA Abdoulaye</u>	<u>CENTIF</u>	<u>96 55 37 07</u>	<u>mabdoul2008@gmail.com</u>
<u>42</u>	<u>SPOTZHOFE Gisela</u>	<u>DUE</u>	<u>80 50 08 95</u>	<u>Gisela.spotzhofe</u>
<u>43</u>	<u>Mme TAMPONE Safiatou</u>	<u>MPF/PE</u>	<u>96 96 69 42</u>	<u>safi.tampone@yahoo.fr</u>
<u>44</u>	<u>ABDOU LIMAN Salissou</u>	<u>DUE</u>	<u>96 14 17 17</u>	<u>salissoi.adou-liman@ext.eeas.europa.eu</u>
<u>45</u>	<u>MALANGONI Ibrahim</u>	<u>MISP/D/ACR</u>	<u>96 27 72 70</u>	<u>ibrabba@yahoo.fr</u>
<u>46</u>	<u>PIERLIOZ Sandrine</u>	<u>DUE</u>		<u>Sandrine.pierloz@eeas.europa.eu</u>
<u>47</u>	<u>Mme MOHABinta Maiga</u>	<u>SP/CCM</u>	<u>96 87 62 78</u>	<u>maigabinta@gmail.com</u>
<u>48</u>	<u>Mme HALIDOURamatou Maman</u>	<u>DM</u>	<u>90 29 81 18</u>	
<u>49</u>	<u>MOUSSA TINNI Roukaya</u>	<u>DM</u>	<u>89 02 06 88</u>	<u>moussatinniroukaya@gmail.com</u>
<u>50</u>	<u>NAMASSA Ousmane</u>	<u>DM</u>	<u>96 23 68 67</u>	<u>namassaousmane@gmail.com</u>
<u>51</u>	<u>FELTOU Rhissa</u>	<u>Maire Agadez</u>	<u>97 60 67 32</u>	<u>mairie.agadez@gmail.com</u>
<u>52</u>	<u>SIDI SIDI Aklou</u>	<u>1er VPCR Agadez</u>	<u>99 52 29 98</u>	<u>sidisidi.aklou@yahoo.fr</u>
<u>53</u>	<u>Moukaila Youssoufa</u>	<u>DM</u>	<u>99 59 29 98</u>	<u>issifmk@gmail.com</u>
<u>54</u>	<u>Mme MAMOU Habsatou</u>	<u>MAE/C/IA/NE</u>	<u>95 64 24 97</u>	<u>hassanehabsatou@gmail.com</u>
<u>55</u>	<u>STEFFEN MM</u>	<u>GIZ</u>	<u>94 57 49 77</u>	<u>steffen.mnelle@giz.de</u>

Le Secrétaire Permanent du Cadre de
Concertation sur la Migration

SOLY AMADOU

